

Le Temps
13.8.2015

Les enseignants romands réclament «le master pour tous»

> Rentrée Les autorités rejettent les revendications syndicales

Trois ans ne suffisent pas pour former des enseignants primaires, affirme le Syndicat des enseignants romands (SER). Lors de la conférence de presse de la rentrée, cette organisation a dénoncé une «formation à la traîne», mettant en péril la présence de véritables généralistes à l'école.

Le SER fixe comme objectif à long terme «le master pour tous les enseignants de l'école obligatoire». A court terme, il faudrait au moins une année supplémentaire. L'actuel bachelor en six semestres (seul Genève dispense une formation en quatre ans) ne permet plus de faire face aux exigences. En conséquence, on renonce à former les maîtres dans certaines branches et l'on comble les manques par des «formations bricolées» en cours d'emploi, voire des «modules alibis» pour les éléments d'enseignement spécialisé dont les maîtres ont besoin face à une population scolaire de plus en plus diverse.

Au niveau du secondaire I, ce n'est pas mieux. Selon le SER, il est «monnaie courante» que des enseignants se voient attribuer par les directeurs des branches dans lesquelles ils n'ont pas été formés. Ou pire, que l'on fasse appel à des personnes dépourvues de toute formation pédagogique.

Dénonçant le manque de réflexion d'ensemble et d'harmonisation dans ce domaine, la fâtière

des sociétés pédagogiques romandes réclame des Etats généraux sur la formation des maîtres.

Tendance internationale

Recteur de la Haute Ecole pédagogique vaudoise (HEP), Guillaume Vanhulst partage les préoccupations des syndicats sur l'affaiblissement de la formation généraliste: «Nous sommes confrontés à une accumulation des attentes, à laquelle il est difficile de faire face.» A Lausanne, les enseignants primaires sont formés pour neuf branches dans leur formation de base. Ils doivent choisir deux parmi les quatre branches à option (l'anglais, les sports, la musique et les arts visuels) pour une formation complémentaire. «Mais ces formations complémentaires ont le mérite d'exister, on ne peut pas dire que nous faisons du mauvais travail», ajoute le recteur.

Le responsable de la HEP vaudoise ne conteste pas qu'il puisse arriver qu'un directeur demande à un prof de maths d'enseigner la biologie. Mais il assure que des situations de pénurie n'existent que localement et ponctuellement.

Pour Guillaume Vanhulst, la «masterisation» de la formation des enseignants est une tendance internationale qui va du nord vers le sud de l'Europe. La France et l'Allemagne ont fait le pas d'une formation en quatre ans, mais la

Suisse est en retrait. Cela s'explique par le fédéralisme: les décisions sont liées à des besoins régionaux et certains cantons maintiennent «une conception plus artisanale de l'enseignement». Mais aussi par des raisons financières. Le master pour tous aurait pour conséquence l'égalité de salaire entre enseignants, «ce qui est véritablement tabou». D'autant que nombre de cantons traversent des difficultés financières. En Suisse alémanique, des économies sont faites ou programmées pour des centaines de millions entre 2013 et 2018. Selon le SER, la HEP-BEJUNE (Berne, Jura et Neuchâtel) a vu son budget baisser de 12% depuis 2009, alors que le nombre des étudiants a augmenté de 50%. Le contexte actuel n'est donc guère favorable aux revendications des syndicats.

Ce que confirme la réaction d'Olivier Maradan, secrétaire général de la Conférence latine des directeurs de l'instruction publique (CIIP): «A l'heure actuelle, l'augmentation de la durée minimale de formation n'est pas à l'ordre du jour à l'échelle intercantonale.» Pour le degré préscolaire-primaire, la durée minimale de la formation est de trois ans, mais les cantons ont la possibilité d'en faire davantage si leur parlement l'accepte politiquement et financièrement, ajoute la CIIP.

Yelmarc Roulet